

Paris, le 28 juillet 2005

**LETTRE OUVERTE AU MINISTRE FRANCAIS DES AFFAIRES ETRANGERES,
AU COMMISSAIRE EUROPEEN AU DEVELOPPEMENT ET
AU PRESIDENT DE LA BANQUE MONDIALE**

**Monsieur le Ministre,
Monsieur le Commissaire,
Monsieur le Président,**

Nous, organisations de la société civile internationale, souhaitons exprimer nos plus vives inquiétudes sur la situation qui prévaut actuellement au Tchad, et déplorons l'absence de réaction de la part des autorités françaises et européennes, ainsi que de la Banque Mondiale.

Outre une dégradation incessante de la situation socio-économique dans le pays, et ce malgré les revenus pétroliers et le volume de l'aide extérieure, dans un contexte politique tendu depuis la révision de la constitution, nous constatons de multiples atteintes à la liberté d'expression à l'encontre de la presse indépendante et des organisations de droits de l'Homme.

Pour le seul mois de juillet 2005, nous enregistrons :

- la condamnation le 18 juillet à 3 mois de prison ferme et 100.000 FCFA d'amende pour **M. Samory Ngaramdoumbe**, coordonnateur du journal *L'Observateur*,
- la condamnation le 18 juillet à 3 ans de prison ferme et 1.000.000 FCFA d'amende pour **M. Garonde Djarma**, collaborateur de la presse privée,
- le réquisitoire du procureur pour une peine de 18 mois de prison ferme à l'encontre de **M. Michael Didama**, directeur de publication du journal *Le Temps*, dont le délibéré est attendu le 1er août,
- l'interpellation de **Mme Sy Koumbo Singa Gali** le 18 juillet pour répondre à une plainte du procureur de la République pour incitation à la haine tribale et au soulèvement populaire (elle est citée à comparaître le 1er août). Mme Sy est Directrice du journal *L'Observateur*, Présidente de l'Organisation des Acteurs non Etatiques du Tchad (OANET) et régisseur d'un projet d'appui à la société civile du Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance co-financé par l'Union européenne et le PNUD.

C'est parce qu'ils ont rédigé des articles critiquant la politique du président Idriss Déby, qu'ils ont été condamnés ou sont en voie de l'être.

Nous déplorons également le discours prononcé par l'Ambassadeur de France au Tchad lors de la cérémonie du 14 juillet, mettant en garde "*contre une presse qui cherche à salir, par tous les moyens, l'image extérieure du Tchad et des tchadiens*", et rappelant que "*les medias ont pour mission d'informer la population, pas de la manipuler et encore moins d'instiller la haine raciale ou d'encourager les conflits ethniques internes*". La France, qui maintient une présence militaire importante dans le pays, avait été le seul Etat européen à féliciter le Président de la République pour sa réélection en 2001, à l'issue d'un scrutin dénoncé par les associations de droits de l'Homme et le Parlement européen.

Relayant l'appel de la Coalition tchadienne pour la Sauvegarde des Libertés et de la Démocratie (COSADEL), nous demandons par conséquent :

au Commissaire européen au développement :

- 1) une condamnation ferme des menaces, intimidations et procédures judiciaires abusives à l'encontre des journalistes tchadiens et autres responsables d'associations de droits de l'Homme,
- 2) l'ouverture d'un dialogue politique permanent et constructif entre l'UE, le gouvernement tchadien et la société civile, conformément aux dispositions prévues par l'Accord de partenariat UE/ACP signé en juin 2000 à Cotonou.

au Ministre français des Affaires étrangères :

- 3) une explication quant aux propos tenus par l'Ambassadeur lors de la cérémonie du 14 juillet dernier à N'Djamena, notamment à l'égard de la presse indépendante,

à la Banque Mondiale :

- 4) une intervention auprès des autorités tchadiennes pour garantir la liberté de la presse, compte tenu du rôle fondamental que joue la Banque dans la promotion de la réduction de la pauvreté et de la Bonne gouvernance dans le cadre du projet pétrolier Tchad-Cameroun.

Dans l'attente d'une réponse à notre démarche de la part des autorités françaises et européennes ainsi que de la Banque Mondiale, nous resterons extrêmement attentifs à l'évolution de la situation politique au Tchad et au respect des droits de l'Homme dans les semaines et les mois à venir.

Liste des organisations signataires ci-annexée.

ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

ACAT France (Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)
ACAT Tchad
AIRCRIGE (Association Internationale de Recherche sur les Crimes contre l'Humanité et les Génocides)
Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme – France
Agir Ici – France
Amis de la Terre (Friends of the Earth) – Etats-Unis
Association des Editeurs de la Presse Privée au Tchad
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad
Association pour le Respect des Droits de l'Homme à Djibouti
Asociacion de Vecinos Picarral-Salvador Allende - Espagne
Association Tchadienne pour la Promotion de Défense des Droits de l'Homme
Coalition pour la Défense des Libertés et de la Démocratie – Tchad
COFANZO (Comité de France Affaire Norbert Zongo) – France / Burkina-Faso
Collectif des Associations de Défense des Droits de l'Homme (CADH) – Tchad
Cornerhouse - Royaume-Uni
Dritte Welt Journalisten Netzwerk e.V. - Allemagne
Droits de l'Homme Sans Frontières (DSF)
Environmental Defense Fund - Etats-Unis
FCD France (Fédération des Congolais de la Diaspora)
FERN Europe (Forests and the European Union Resource Network)
Fondation pour le Respect des Lois et des Libertés – Tchad
Forests Monitor – Royaume-Uni
Global Witness
Greenpeace
Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme
Ligue Togolaise des Droits de l'Homme
Mouvement Burkanibé des Droits de l'Homme et des Peuples – France
Oeuvre Sociale des Eglises Protestantes d'Allemagne (Département Droits de l'Homme)
Organisation des Editeurs de la Presse Indépendante togolaise (OREPI) – Togo
Organisation des Médias d'Afrique Centrale (OMAC)
Peuples Solidaires – France
RADDHO (Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme) – Sénégal
RADDHO Diaspora
Religieux missionnaires spiritains - France
Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Antenne Strasbourg – France
Rettet den Regenwald - Allemagne
Secours Catholique / Caritas France
Survie – France
Union des Editeurs de Presse d'Afrique Centrale (UEPAC)
Union des Journalistes Tchadiens (UJT)
Union des Radios Privées du Tchad (URPT) .